

Bolchevisme et stalinisme

La mode est aux racines et aux généalogies bibliques : Hegel *genuit* Marx, lequel *genuit* Lénine, lequel *genuit* Staline... Les plus érudits remontent jusqu'à saint Paul ou à Platon. L'histoire réelle et son épaisseur sociale disparaissent dans cet auto-engendrement du concept. Les déchirements du monde seraient donc « la faute à Rousseau » ou « la faute à Platon ». Ainsi, par filiation établie, la dictature stalinienne serait la suite logique et l'héritière légitime de la révolution d'Octobre, sa conséquence mécanique et inéluctable.

Remise au goût du jour par les « historiens » du *Livre noir du communisme* et par les staliens repentis comme Annie Kriegel ou François Furet, la ritournelle n'est pas nouvelle, qui présente le stalinisme comme le rejeton naturel et légitime du bolchevisme. En 1937, lorsque Trotski écrivit *Bolchevisme et stalinisme*, « toute la réaction, Staline lui-même, les mencheviques, les anarchistes et quelques doctrinaires de gauche » le prétendaient déjà. Cette conception linéaire et fataliste de l'histoire ne connaît ni sauts, ni ruptures, ni bifurcations. Elle n'est qu'une nouvelle théodicée de l'esprit : tout le développement était déjà contenu en germe dans l'idée initiale qui gouverne le monde. Ainsi, l'identification pure et simple du bolchevisme, d'Octobre et de l'État soviétique remplace le processus historique

1/ Trotski venait de rédiger, le 9 août un long article intitulé « Devant une nouvelle guerre mondiale » (*Œuvres*, tome XIV, Paris, EDI, 1983).

2/ Voir à ce propos, le livre de David King, *Le Commissaire disparaît*, qui retrace une histoire de l'Union soviétique à travers ses images falsifiées ou retouchées. Paris, Calmann-Lévy, 2005.

de la lutte des classes à l'échelle internationale par une simple « évolution du bolchevisme dans le vide ».

Lorsque Trotski, exilé à Coyoacan, faisait ce constat, les temps étaient crépusculaires. Déjà, la guerre annoncée projetait son ombre sur un présent obscur ^{1/}. Après le deuxième procès de Moscou venait l'heure du procès de Toukhatchevski et des généraux. La commune de Barcelone venait d'être écrasée par les staliens. La nouvelle de l'assassinat d'Andreu Nin venait d'être confirmée.

En avril, l'ancien organisateur de l'Armée rouge reçut la commission conduite par le philosophe John Dewey pour réfuter les mensonges des procès staliens. Il était désormais occupé à rassembler les pièces de son dossier sur *Les Crimes de Staline*. Ce combat était aussi important à ses yeux que les journées insurrectionnelles ou que la guerre civile. Il s'agissait ni plus ni moins de sauver une mémoire menacée d'effacement par le mensonge et les falsifications, à l'instar de ces personnages disparaissant soudain des photographies officielles ^{1/}. Après un an de travaux, la commission rendit publiques, lors d'une conférence de presse tenue à New York le 14 septembre 1937, les conclusions de son enquête présentées dans un volume de six cents pages. Elle qualifiait les procès de Moscou de « falsifications » et déclarait Trotski et Sedov (son fils) « non coupables ». Apprenant la nouvelle, Trotski s'écria alors « Deux lignes ! Mais deux lignes qui pèseront lourd dans la bibliothèque de l'humanité. » On comprend à cette réaction l'importance qu'il accordait alors à ce combat de mémoire car rien ne garantissait que la falsification ne s'imposerait pas comme une vérité historique. Elle a été depuis plus que démasquée. Ce n'est pas la moindre victoire posthume des victimes de Staline, des purges et du Goulag.

Le contraire d'une révolution

Mais en 1937, on ne pouvait pas savoir où s'arrêterait la tragique spirale de ces « grandes défaites politiques » qui, écrivait Trotski, dès la première page de sa brochure, « provoquent inévitablement une révision des valeurs » dans deux directions opposées : un enrichissement à la lumière de l'expérience ou une régression vers des vieilleries sous prétexte d'inventer des « vérités nouvelles ».

La victoire du nazisme en Allemagne, la défaite de la révolution espagnole, la montée de la réaction bureaucratique en Union soviétique exigeaient au milieu des années trente un examen critique de l'héritage théorique et moral. Le dénouement du « court vingtième siècle », l'effondrement du camp prétendu socialiste, la contre-réforme libérale exigent *a fortiori* aujourd'hui un examen de conscience d'une plus grande ampleur encore. Mais ce travail sur soi ne part pas de rien. Il peut, fort heureusement, se nourrir des controverses et des combats d'hier. En effet, si symboliquement la chute du Mur de Berlin et la désintégration de l'Union soviétique marquent la fin du cycle historique inauguré par la Grande guerre de 14-18 et par la révolution d'Octobre, la défaite des grandes espérances d'émancipation ne date pas de 1989 ou de 1991. Ce n'est que la deuxième mort d'un cadavre. Car il y a bien longtemps déjà qu'un interminable Thermidor avait dévoré la révolution.

Depuis quand, au juste ? C'est toute la question. Question litigieuse, controversée. Bien des militants communistes sincères se sont obstinés à nier le fait d'une contre-révolution bureaucratique sous prétexte de ne pas trouver d'événement majuscule qui soit le parfait symétrique d'Octobre, la claire inversion du processus dont il constitue l'acte initial, un

strict retour à ce qui existait avant. Quête illusoire en effet. Plus perspicace, l'idéologue réactionnaire Joseph de Maistre avait compris, dès les lendemains de la Révolution française, qu'une contre-révolution n'est pas « une révolution en sens contraire », mais le « contraire d'une révolution », une réaction rampante, asymétrique, par seuils et par paliers. C'est en quoi l'analogie avec Thermidor, utilisée en Union soviétique dès les années vingt par les oppositionnels, était peut-être plus pertinente qu'ils ne l'avaient eux-mêmes imaginé : une réaction qui ne soit pas une inversion du temps, un retour vers le passé, mais l'invention de formes historiques inédites.

En 1937, Trotski était convaincu que cette contre-révolution bureaucratique l'avait emporté. La politique désastreuse de l'Internationale communiste face à la montée du nazisme et dans la guerre civile espagnole en apportait la preuve, et plus encore son incapacité à tirer les leçons de ces catastrophes, autres que le zigzag entre la ligne de division sectaire de la « troisième période » et la ligne de subordination aux institutions et aux alliés bourgeois dans le cadre des fronts populaires. En Union soviétique même, la collectivisation forcée avait provoqué les grandes famines et les déportations de masse de 1932-1933. La loi du 1^{er} décembre 1934 avait légalisé les procédures expéditives de la grande terreur et de la grande purge de 1936-1938, dont le nombre de victimes est estimé à 690 000. Avec l'écrasement des mouvements populaires urbains et ruraux, cette terreur bureaucratique a liquidé ce qui subsistait de l'héritage d'Octobre, taillant des coupes sombres dans les rangs du parti et de l'armée. La plupart des dirigeants de la période révolutionnaire furent déportés ou exécutés. Plus de la moitié des 1 900 délégués au congrès des vainqueurs de 1934 furent

éliminés en quelques mois. Sur les 200 membres du comité central du Parti communiste ukrainien, il n'y eut que 3 survivants. Les arrestations dans l'armée frappèrent plus de 30 000 cadres sur 178 000. Parallèlement, l'appareil administratif requis par cette entreprise de mise au pas répressive et pour la gestion d'une économie brutalement étatisée explosait. D'après les archives dépouillées par l'historien Moshe Lewin, le personnel administratif est passé en dix ans d'un effectif de 1 450 000 en 1928 à 7 500 000 en 1939, l'ensemble des cols blancs de 3 900 000 à 13 800 000. La bureaucratie était ainsi devenue une véritable force sociale cristallisée avec ses intérêts propres.

Un Thermidor bureaucratique

Dans les années trente toutefois, cette analyse n'était pas facile à admettre pour des militants communistes qui voyaient dans l'Union soviétique le plus sûr rempart contre la montée du nazisme et qui étaient marqués par les durs combats menés à l'époque de la ligne « classe contre classe » ou par l'épopée des brigades internationales en Espagne. À la différence de la social-démocratie, dont la dégénérescence bureaucratique s'est produite sous forme de l'embourgeoisement parlementaire, la dégénérescence bureaucratique de l'Internationale communiste fut masquée par la rhétorique de la « défense de l'Union soviétique ». C'est cette époque qu'Isaac Deutscher définit avec pertinence comme celle de « l'héroïsme bureaucratifié », dont témoignent pathétiquement les récits d'Anna Larina Boukharina, de Victor Serge, de Jan Valtin, d'Alexandre Zimine et de tant d'autres.

Pourtant, chacun dans son registre, des auteurs aussi différents que Walter Benjamin (dans ses conversations avec Brecht) ou Han-

nah Arendt (dans ses *Origines du totalitarisme*) ont repéré le même point d'inflexion historique. Ce jugement a été largement confirmé par les travaux historiques plus récents, comme ceux de Moshe Lewin, d'Eric Hobsbawm ou de Pierre Broué, bénéficiant de l'ouverture des archives soviétiques (voir notamment *Le Siècle soviétique*, de Moshe Lewin, Paris, Fayard, 2003). En une décennie, celle des années trente, la société soviétique s'est métamorphosée à toute allure sous le knout bureaucratique. Aucun pays au monde n'avait encore connu une transformation aussi rapide conduite par la poigne de fer d'une bureaucratie pharaonique. Le souvenir récent de la stagnation brejnévienne ou de la sénilité tcherchenkienne laisse l'impression d'un conservatisme immobile, alors que la bureaucratie ascendante fut au contraire brutalement dynamique et entreprenante. De 1926 à 1930, les villes grossirent de 30 millions d'habitants. Leur population passa de 18 % à 33 % de la population totale. Sous le premier plan quinquennal, leur taux de croissance fut de 44 %, autant que pendant toute la séquence de 1897 à 1926. La force de travail salariée s'éleva de 10 à 22 millions de travailleurs. Il en est résulté une « ruralisation » massive des villes, un énorme chantier d'alphabétisation et d'éducation, l'imposition à marche forcée d'une discipline du travail, une exaltation du nationalisme et une récompense du carriérisme, la cristallisation d'un nouveau conformisme bureaucratique. Dans ce grand remue-ménage, ironise Moshe Lewin, la société était presque devenue la fameuse « société sans classe », non parce que les rapports de classe auraient déperis, mais parce que toutes les classes étaient « informes et en fusion ».

Ce qui était alors en jeu, ce n'était pas des rivalités de personnes, dont raffolent aujourd-

d'hui nos médias, ce n'était pas l'issue d'un « match entre Staline et Trotski », mais bien « un antagonisme entre la bureaucratie et le prolétariat », un affrontement « entre deux mondes, deux programmes, deux morales », traduit par des oppositions stratégiques sur la révolution chinoise, sur la façon de combattre le fascisme, sur l'orientation de l'économie soviétique, sur la guerre civile espagnole, sur la guerre annoncée.

Trotski et les oppositionnels de gauche ont utilisé abondamment l'analogie avec Thermidor pour décrire le processus de la contre-révolution bureaucratique. Ils entendaient rappeler ainsi que Thermidor n'était pas une Restauration, un retour à l'Ancien régime, mais une contre-révolution dans la révolution : l'Empire qui en est issu se présente ainsi comme une zone grise où se mêlent encore aspirations révolutionnaires et consolidation d'un ordre de domination de classe nouveau. Les *Mémoires d'outre-tombe* de Chateaubriand illustrent parfaitement la pertinence de l'analogie. On retrouve clairement chez Staline les traits caractéristiques du thermidorien parvenu, une sorte de Napoléon en plus médiocre. Tous deux se sont élevés sur le reflux de la vague révolutionnaire, sur le refoulement des premiers élans émancipateurs, même s'ils en propagent malgré eux certains effets : « Que Bonaparte, continuateur des succès de la République, semât partout des principes d'indépendance, que ses victoires aidassent au relâchement des liens entre les peuples et les rois, arrachassent ces peuples à la puissance des vieilles mœurs et des anciennes idées ; que, dans ce sens, il ait continué à l'affran-

chissement social, je ne le prétends point contester : mais que, de sa propre volonté, il ait travaillé sciemment à la délivrance politique et civile des nations ; qu'il ait établi le despotisme le plus étroit dans l'idée de donner à l'Europe, et particulièrement à la France, la Constitution la plus large ; qu'il n'ait été qu'un tribun déguisé en tyran, c'est une supposition qu'il m'est impossible d'adopter : la Révolution, qui était la nourrice de Napoléon, ne tarda pas à lui apparaître comme une ennemie ; il ne cessa de la battre ^{3/}. » Tout comme lui, Staline aurait pu dire : « J'ai conjuré le terrible esprit de nouveauté qui parcourait le monde. »

Thermidor n'était donc pas la Restauration. Mais la Restauration suivit Thermidor, de même qu'en Russie la Restauration libérale succède au Thermidor bureaucratique. Mais la Restauration, sinistre époque, où les noms de Robespierre, de Marat, de Saint-Just étaient devenus imprononçables, n'eut qu'un temps.

Péché (originel) d'étatisme ?

Dans sa brochure, Trotski polémiquait contre la thèse anarchiste selon laquelle les avatars du stalinisme procéderaient d'un défaut d'étatisme inscrit dans le logiciel marxiste. Il suffit pourtant de (re)lire la critique de Marx et d'Engels sur les programmes de Gotha et d'Erfurt, ou *L'État et la Révolution*, rédigé fébrilement par Lénine en pleine tourmente révolutionnaire, pour constater que le problème ne réside pas dans la théorie, mais dans les contradictions sociales bien concrètes.

Faut-il en effet rappeler que Marx mena une polémique à double front, contre l'illusion du social conduisant les anarchistes à méconnaître la spécificité de la lutte politique, mais aussi contre le socialisme étatique de Lassalle. Et s'il s'opposa à la négation abstraite

de l'État et de toute autorité par Bakounine, ce fut pour lui opposer le thème du « dépérissement » ou de « l'extinction » de l'État en tant que corps politique séparé et fétichisé, en insistant sur les conditions historiques d'un tel dépérissement. Il ne s'agissait pas en effet de le proclamer, mais d'en réunir les conditions effectives : réduction massive du temps de travail contraint, socialisation des fonctions administratives, transformation radicale de la division sociale du travail et des rapports entre ville et campagne, etc. Toutes choses qui ne se font pas en un jour d'un coup de baguette magique : la prise du pouvoir est un acte, un événement, un moment de décision et de vérité ; elle n'est que le moyen et le commencement d'un processus de révolution en permanence. L'autre aspect de la polémique avec Bakounine, trop souvent oublié, porte sur la démocratie : le rejet de toute autorité, y compris celle d'un choix majoritaire au nom de la liberté de l'individu ou des minorités agissantes implique au bout du compte le rejet de toute contrainte démocratique ^{4/}.

Quant à Lénine, *L'État et la Révolution* est un texte de tonalité communiste libertaire qui met l'accent sur la destruction de la vieille machine bureaucratique d'État et sur toutes les formes émergentes d'auto-émancipation. Trotski rappelle que, dans cette perspective, il avait été envisagé par Lénine de laisser aux anarchistes des parties de territoires pour y conduire leurs expériences communautaires. Si erreur théorique, il y a, elle réside plutôt dans l'excès libertaire de ce texte et dans son optimisme quant aux rythmes du dépérissement annoncé des institutions politiques et juridiques. Certes, cette vision misait sur une extension rapide de la révolution en Europe, mais elle dispensait de penser les formes institutionnelles et juridiques nécessaires de la

^{3/} René de Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, Paris, Flammarion, tome III, p. 647.

^{4/} Ce qu'a très bien vu Hal Draper, *Karl Marx's Theory of the Revolution*, tome IV, « Critique of others socialisms ».

période de transition. Ainsi, les textes fondateurs des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste ou le débat de 1921 sur les syndicats témoignent d'une clarification insuffisante sur les relations entre l'État, les soviets, les partis, les syndicats.

Tout en rappelant son « plein accord » avec les anarchistes « quant au but final de liquidation de l'État », Trotski enregistre les leçons de cette expérience encore enrichie de celle de la guerre civile espagnole et de l'entrée des anarchistes eux-mêmes dans le gouvernement de Largo Caballero à l'automne 1936 : « Il est impossible de se représenter la victoire sous la forme d'un acte unique : il faut prendre la question dans la perspective d'une large époque ». De sorte que, s'il est « absolument indiscutable » que « la domination d'un seul parti a juridiquement servi de point de départ au régime totalitaire stalinien, la cause de cette évolution n'est pas consubstantielle au bolchevisme », et « faire procéder le stalinisme du bolchevisme c'est exactement la même chose que de faire procéder la contre-révolution de la révolution ».

En revanche la conception du parti et de son rôle d'avant-garde reste encore problématique en 1937. Trotski rappelle alors que « l'interdiction des autres partis soviétiques ne découlait nullement de quelque théorie bolchevique », mais fut une mesure de défense de la révolution qui, bien que « comportant les plus grands dangers », fut imposée pour défendre la révolution dans une situation de guerre civile. Le problème demeure cependant : la victoire dans cette guerre interne contre les blancs et leurs alliés internationaux déboucha en 1921 sur la nouvelle politique économique [NEP] destinée à remettre à flot un pays exsan-

5/ Voir à ce sujet le journal de ses secrétaires ainsi que *Le Dernier Combat de Lénine*, de Moshe Lewin.

gue, elle ne fut pas associée à une ouverture démocratique sur le plan politique, ouverture d'autant plus nécessaire que « la culture de guerre » était le creuset d'une brutalité bureaucratique dont la question des nationalités fut entre autres le révélateur pour Lénine dans ses derniers mois d'activité ^{5/}.

Alors qu'en 1927, la question du pluripartisme n'apparaît pas dans la plate-forme de l'opposition unifiée. En 1935 cependant, ayant pris la mesure des conséquences, Trotski l'érige en principe dans *La Révolution trahie* et en explicite les raisons fondamentales : « À la vérité, les classes sont hétérogènes, déchirées par des antagonismes intérieurs, et n'arrivent à des fins communes que par la lutte des tendances, des regroupements et des partis. » Il rompt ainsi clairement avec l'illusion d'homogénéité du peuple ou de la classe qui hantait le mouvement révolutionnaire depuis la Révolution française. Et il rejoint l'avertissement historique lancé, dès 1918, par Rosa Luxemburg : « Sans élections générales, sans une liberté de la presse et de réunion illimitée, sans une lutte d'opinion libre, la vie s'étiole dans toutes les institutions publiques, végète, et la bureaucratie demeure le seul élément actif. »

Ses formulations sur le rôle du parti restent cependant fort ambiguës : « Le prolétariat ne peut arriver au pouvoir qu'à travers son avant-garde [...]. La révolution prolétarienne et la dictature [du prolétariat] sont l'affaire de toute la classe, mais pas autrement que sous la direction de l'avant-garde. Les soviets ne sont que la liaison organisée de l'avant-garde avec la classe. Le contenu révolutionnaire de cette forme ne peut être donné que par le parti. » Qu'on ne connaisse pas à ce jour de révolution victorieuse sans intervention d'un parti révolutionnaire (quel que soit son

nom : mouvement, front, etc.) est une chose. Que le prolétariat ne puisse arriver au pouvoir qu'à travers son avant-garde en est une autre si elle signifie qu'il l'exercera par délégation à cette avant-garde. Il s'agit alors d'une substitution, sous couvert de représentation organiquement adéquate, du parti à la classe. La vraisemblance d'une telle interprétation est renforcée par la phrase suivante. Si les soviets « ne sont que la liaison organisée de l'avant-garde avec la classe », ils ne sont pas les organes souverains d'un nouveau pouvoir appelé à dépérir, mais la simple médiation entre une classe mineure et le parti incarnant la plénitude de sa conscience déléguée. L'exception imposée par la guerre civile risque fort de devenir alors la règle au détriment de l'auto-émancipation.

Révolution prématurée ?

Trotski s'emploie lui aussi à réfuter les critiques sur deux fronts : la thèse menchevique (et réformiste en général) selon laquelle le vers était dans le fruit d'une révolution prématurée qui aurait prétendu forcer artificiellement le cours de l'histoire ; et la thèse anarchiste selon laquelle la dégénérescence bureaucratique procéderait d'un « socialisme étatiste » originel.

Pour les premiers comme pour Kautsky, les conditions n'étaient pas mûres pour une révolution socialiste en Russie. De même pour un François Furet, l'impatience et la « passion révolutionnaire » l'auraient emporté sur la raison historique. Et le totalitarisme bureaucratique ne serait que le châtiment prévisible de ce péché originel. Ces rhétoriques de l'événement qui doit venir à son heure, juste à temps, ni trop tôt ni trop tard, s'inscrivent dans les logiques déterministes du sens de l'histoire, de l'engrenage du progrès et du temps

linéaire. La Révolution russe aurait alors été condamnée à la monstruosité dès l'insurrection d'Octobre par un accouchement « prématuré » de l'histoire alors que les « conditions objectives » d'un dépassement du capitalisme n'étaient pas encore réunies : au lieu d'avoir la sagesse d'autolimiter leurs buts, les dirigeants bolcheviques auraient été les mauvais génies de ce fatal contretemps. Comme si, entre juillet et octobre 1917, alors que la guerre continuait, il s'agissait d'un choix rationnel sur le bon tempo historique, d'une option raisonnée entre un parlementarisme policé de type britannique et la dictature du prolétariat, et non pas d'un affrontement paroxystique entre la révolution et la contre-révolution. Moshe Lewin rappelle, après Trotski dans son *Histoire de la Révolution russe*, comment les cadets, les mencheviques et tout le centre démocrate se sont alors effondrés sous des antagonismes que personne ne pilotait à sa guise. Toute crise ouvre une bifurcation. En 1917, la faillite des Kerensky, des Milioutov, des Tséretelli, mettait à nu l'affrontement entre la réaction de Kornilov et la révolution des bolcheviques. C'étaient alors les termes de l'alternative. Du point de vue révolutionnaire, écrit le grand historien soviétique, lui-même victime de la répression stalinienne, Mikhaïl Guefter, « il n'y avait pas le choix » : « Ayant beaucoup réfléchi à ce problème, je peux me permettre une réponse catégorique. Ce qui a été accompli alors était l'unique solution s'opposant à un remaniement plus sanglant et à une débâcle privée de sens. Le choix s'est posé après, un choix portant non pas sur le régime social, sur la voie historique à suivre, mais se posant à l'intérieur de cette voie. Ni variantes, ni marches

6/ Mikhaïl Guefter, « Staline est mort hier », paru dans *L'Homme et la société*, n° 2-3, 1988.

à gravir pour atteindre le sommet, mais un embranchement, des embranchements ^{6/}. » Des bifurcations aurait dit Blanqui. Et ces embranchements sont visibles. Ils ont pour nom la NEP, la sortie de la guerre civile, la révolution allemande, la collectivisation forcée, la lutte contre le nazisme, la révolution chinoise, la révolution espagnole...

Le comble, dans cet argumentaire de « l'histoire à pas de tortue », c'est que les conseillers de la vingt-cinquième heure tirent argument de leur propre lâcheté et de leur propre passivité pour accuser de précipitation ceux qui ont relevé les défis imposés par la situation. En effet, les bolcheviques furent acculés à l'alternative : ou l'audace révolutionnaire, ou l'écrasement par la réaction blanche. Mais ils inscrivaient cette audace dans un horizon stratégique européen et international, misant sur une extension rapide de la révolution en Allemagne et en Occident, sans laquelle souligne encore Trotski, « le bolchevisme sera liquidé » et le régime soviétique « laissé à lui-même tombera ou dégénérera ». Les convulsions sociales des lendemains de guerre en Autriche, en Hongrie, en Italie, en Allemagne montrent qu'il ne s'agissait pas là d'une spéculation déraisonnable, mais d'une hypothèse stratégique sérieuse. Seuls les historiens du fait accompli et les politiciens fatalistes prétendent que seul ce qui est effectivement advenu pouvait advenir. Amputant le réel de ses multiples possibles, ils privent la politique même de toute dimension stratégique, la réduisant au mieux à une tâche pédagogique et, le plus souvent, à un accompagnement gestionnaire impuissant du cours « naturel » de choses, comme si l'histoire était un long fleuve tranquille s'écoulant, à quelques retards regrettables près, dans le sens d'un progrès inéluctable. C'est cette berceuse des philosophies de

l'histoire que Walter Benjamin fustigea dans ses *Thèses sur le concept d'histoire*, l'accusant à juste titre d'avoir eu sa part de responsabilité dans la paralysie du prolétariat allemand face à la montée du nazisme.

Le paradoxe, à juste titre relevé par Trotski, de ces rhétoriques de la résignation, c'est qu'elles attribuent en même temps un rôle de demiurge tout-puissant au parti : matérialisme passif et objectiviste, d'un côté, subjectivisme et idéalisme, de l'autre. Le bolchevisme devient ainsi le pelé, le galeux, le coupable de toute la tragédie historique. Trotski rappelle au contraire que, tout en considérant le parti comme un facteur très important de la lutte, voire le facteur décisif dans une conjoncture extrême déterminée, une révolution reste la combinaison de multiples causes et facteurs. Et « la conquête du pouvoir, quelque importante qu'elle soit, ne fait nullement du parti le maître tout-puissant du processus historique ».

Contrairement à ce qu'on a souvent prétendu, la théorie n'est pas une philosophie déterministe ou téléologique de l'histoire. Si elle s'applique à saisir les logiques à l'œuvre et les conditions sans lesquelles l'événement possible reviendrait à une révolution ou à un miracle théologique, elle ne prétend pas prévoir le cours de l'histoire comme les physiciens classiques prévoient la conséquence mécanique d'une cause initiale. Gramsci disait fort sagement qu'on ne peut prévoir que la lutte, et non pas son issue, par nature incertaine. D'autant qu'il n'y a pas de révolution « juste à temps », qui vienne ponctuellement à son heure. Comme Engels l'avait déjà compris dans son analyse de la révolution et de la contre-révolution de 1848 en Allemagne, elle relève de la dialectique temporelle du « déjà plus » et du « pas encore ». Tout en critiquant

librement certains aspects de la Révolution russe, dont la dissolution de la Constituante, Rosa Luxemburg rendait aux bolcheviques le vibrant hommage d'avoir « osé », d'avoir saisi le moment propice (le *kairos* des Grecs) d'une bifurcation historique. C'est à ceux qui, à ce moment décisif, n'ont pas osé qu'il conviendrait de demander des comptes. Il est aujourd'hui à la mode d'imputer aux révolutions toutes les catastrophes du XX^e siècle et d'en comptabiliser les victimes. Mais qui dira le prix des révolutions manquées et des révolutions trahies, et la responsabilité de ceux qui, au moment d'en prendre le risque, se sont dérobés ? Qui dira ce qu'ont coûté à l'Allemagne et à l'Europe les conséquences de la révolution avortée de 1918-1923 ^{7/} ?

Les morales de l'histoire

Aux moralistes qui administrent leur leçon en dénonçant « l'amoralité du bolchevisme », Trotski répondait dans sa brochure de 1937 que « la morale de tout parti découle en fin de compte des intérêts historiques qu'il représente ». Mais qui détermine et garantit ces intérêts ? Cette tentation de relativisme éthique a souvent été interprétée comme une sorte de machiavélisme (ou d'utilitarisme) vulgaire, selon lequel la fin justifierait tous les moyens. Un an plus tard, stimulé par sa rencontre avec John Dewey, Trotski est revenu sur la question dans une brochure souvent citée, mais peu lue et mal comprise, intitulée *Leur morale et la nôtre*.

Sur la dialectique des fins et des moyens, Trotski est aux antipodes d'une justification téléologique : « Si la fin pouvait justifier les moyens, il faudrait aller chercher ailleurs les critères de l'action : au ciel, si ce n'est sur

terre ! La théorie de la morale éternelle ne peut se passer de Dieu. Le sens moral absolu n'est qu'un timide pseudonyme de Dieu. Ce sont les jésuites qui ont soutenu qu'un moyen, en lui-même, est indifférent et que sa justification est commandée par la fin poursuivie. Ils se sont montrés par là supérieurs à l'hypocrisie de l'Église. Mais en se bureaucratisant, ces guerriers de l'Église sont devenus à leur tour de fieffés coquins. » Sous une autre forme, l'utilitarisme de Stuart Mill justifie moralement les moyens par la poursuite du bien commun. De même, chez nos contemporains partisans de la guerre éthique ou humanitaire, la pureté des intentions (la défense des droits de l'homme ou l'ingérence humanitaire) justifierait les moyens les plus douteux, l'idéal éthique la pire des terreurs armées.

Qu'est-ce qui justifie la fin ?, demande au contraire Trotski. En effet, si la morale ne descend pas du ciel, si elle est immanente aux rapports sociaux, « la fin aussi a besoin de justifications ». Le vice est inscrit dans la séparation formelle de la fin et des moyens. Ce que Nietzsche appelait la « moraline » bourgeoise s'enfoncé ainsi dans une impasse logique. À la différence des lecteurs pressés, Dewey comprit fort bien l'argumentation de Trotski sur l'interdépendance des fins et des moyens, et il se garda de l'accuser de cynisme. Si le critère ultime de la morale concrète était, comme l'affirmait Trotski, non pas même les intérêts du prolétariat, mais le développement universel de la culture de la conscience et de la culture (dont le prolétariat ne serait que la médiation particulière), autrement dit ce qui libère une humanité réellement humaine de ses aliénations religieuses et sociales, alors tous les moyens ne sont pas permis, même à un révolutionnaire mécréant. Mais, objecta Dewey, lorsque Trotski, croyant historiciser le juge-

ment moral et écarter toute transcendance abstraite, faisait de la lutte des classes l'instance arbitrale en matière de morale, ne transformait-il pas à son corps défendant un moyen parmi d'autres en fin suprême ? Cette controverse de haute tenue fut malheureusement interrompue par les circonstances avant que Trotski ait pu, comme il en avait exprimé l'intention, lui donner suite.

La question de la morale, comme celle de la révolution, présuppose celle de la dialectique, car si « le stalinisme est évidemment sorti du bolchevisme, il n'en est pas sorti en vertu d'une logique formelle, mais dialectiquement, non comme son affirmation révolutionnaire, mais comme sa négation thermidorienne ». Plus généralement, si les révolutions sont suivies de contre-révolutions, ce n'est pas par engendrement généalogique mais par opposition antagonique inconciliable. L'ignorance de la dialectique, ou sa transformation significative en logique formelle d'État au fur et à mesure que l'emporte la réaction stalinienne, interdisent de penser ensemble l'événement et ses conditions, le moment révolutionnaire et le processus de transformation sociale et culturelle, la nécessité historique et la contingence politique, les fins et les moyens, l'histoire et la mémoire, le réel et le possible. C'est bien pourquoi, comme l'avait bien compris Lukacs « la pensée véritablement révolutionnaire est impossible sans dialectique » qui est la condition même de toute pensée stratégique et d'une conception non positiviste, mais stratégique de l'histoire.

Ce qui frappe, à la relecture de la brochure *Bolchevisme et stalinisme*, dans un contexte tout autre, c'est la continuité des termes de la polémique. À la question cruciale que se posait encore Mikhaïl Guefter, un demi-siècle plus tard, de savoir s'il y avait eu « une

^{7/} Voir Pierre Broué, *La Révolution allemande*.

marche continue » entre Octobre et le Goulag, ou s'il s'agissait au contraire de « deux mondes politiques et moraux distincts », l'étude de la contre-révolution stalinienne apporte une réponse claire. Avant le tournant des années trente, on peut encore parler d'erreurs à redresser, d'orientations alternatives inscrites

dans une même perspective. Après, il s'agit de forces et de projets antagoniques qui s'opposent irréductiblement. Ce n'est plus une querelle de famille, autorisant à récupérer, *a posteriori*, les victimes d'hier comme témoins disparus d'une « pluralité communiste », ou de réunir sous une même bannière les zeks et

leurs bourreaux. Comme l'écrit encore Guefter, une périodisation rigoureuse permet à la conscience historique de « pénétrer dans le champ politique »

Erre (revue italienne), 1^{er} octobre 2005. Repris dans *Inprecor* n° 513-514, janvier-février 2006